

Toutefois, lorsque les droits de l'homme font systématiquement l'objet de violations révoltantes, il faut savoir réagir. Dans le cas du Salvador et du Guatemala, nous avons suspendu nos relations d'aide bilatérale suite à l'insécurité interne de ces pays et à ses conséquences au niveau du respect des droits de la personne et la difficulté de s'y acquitter de tâches de coopération. Nous avons exprimé clairement notre opinion sur les atteintes portées aux droits de la personne lors des votes pris l'automne dernier aux Nations Unies.

Pour les mêmes raisons, nous avons été les premiers à offrir d'accueillir des réfugiés de cette région. L'an dernier, nous en avons reçu 2 000; cette année, nous porterons ce nombre à 2 500. Le Canada a également mis sur pied un programme spécial à l'intention de prisonniers politiques amnistiés du Salvador. Dans le cadre de ce programme, nous avons accueilli jusqu'ici 400 personnes, y compris les parents proches des prisonniers.

Dans ce même contexte, je me réjouis de l'engagement que l'administration américaine a pris, sur la recommandation de la Commission Kissinger, de chercher à résoudre certains des problèmes fondamentaux de cette région au moyen d'une aide économique. Dans le cas du Salvador, je suis encouragé par les indications selon lesquelles on retiendra la proposition d'assujettir l'aide américaine au respect des droits de la personne. Nous sommes toutefois inquiets de l'importance dévolue à l'aide militaire dans les propositions de M. Kissinger. Conformément à la position adoptée par le Canada contre l'intervention de tierces parties en Amérique centrale et la fourniture d'armements aux factions en présence, nous nous opposons au soutien militaire accordé aux rebelles anti-gouvernementaux du Nicaragua, tout comme nous nous opposons à la promotion et au soutien, par des puissances étrangères, de l'insurrection armée au Salvador et au Guatemala.

Nous ne croyons pas aux solutions militaires en ce qui regarde l'Amérique centrale. Qui plus est, nous sommes convaincus que toute tentative d'imposer une solution militaire minera la stabilité de cette région plutôt qu'elle ne la renforcera. La militarisation engendre la polarisation politique. Qu'elle soit l'oeuvre de la droite ou de la gauche, la militarisation de l'Amérique centrale affaiblit les forces politiques autochtones de tendance modérée qui, tout comme le groupe de Contadora, sont indispensables au succès futur d'une réconciliation nationale dans ces pays.